

Réflexions sur le terme « antisionisme »

Vincent Présumey

Interdire de se dire « antisioniste » ou associer l'antisionisme à l'antisémitisme dans une définition normative à portée juridique est bien entendu une opération provocatrice qui ne vise pas l'antisémitisme, mais la liberté d'expression et la liberté politique, et doit être combattue comme telle.

Mais est-ce à dire qu'il n'y a rien à clarifier concernant la relation antisionisme/antisémitisme ? Certainement pas.

S'adressant surtout aux couches militantes se voulant anticapitalistes et révolutionnaires, les réflexions qui suivent vont bousculer des schémas de pensée tenus pour des dogmes, dans un domaine « brûlant ». Suggérant que des camarades qui subjectivement détestent avec la plus grande sincérité l'antisémitisme, sont pourtant en prise à des représentations qui, en dernière analyse, relèvent de lui, elles pourraient les vexer. Mais c'est un mal nécessaire. Ceci étant, attention, ce petit texte ne traite pas de l'antisémitisme en tant que tel, mais d'une question connexe ayant à voir avec lui.

« Antisionisme », « antisionistes » sont en fait des termes polysémiques et ambigus. Il faut préalablement écarter leurs acceptions « faibles ». Critiquer la politique du gouvernement israélien, critiquer dans la longue durée, par delà les gouvernements, la politique de l'État israélien, et dénoncer en particulier l'occupation de la Cisjordanie, de Jérusalem, le blocus de fait de Gaza, et l'occupation du Golan, voila des positions qui sont fréquemment appelées « antisionistes » mais qui ne le sont pas forcément, qui sont même défendues par des sionistes de gauche, des sionistes modérés, voire des sionistes se situant dans la continuité de l'Israël d'avant 1967 et récusant toute logique de « grand Israël ».

D'autres sionistes sont au contraire dans cette logique, et en ont fait – comme Netanyahu, héritier politique de Jabotinsky – une option ethno-religieuse à orientation ségrégationniste, voire pire. Par rapport à ceux-là leurs opposants sont des « antisionistes », mais seulement relativement à eux. Cela les arrange bien qu'on appelle « antisioniste », voire « antisémite », la critique de leur politique raciste. Et cela arrange bien aussi, au passage, ceux dont l' « antisionisme » est effectivement antisémite.

J'ajoute que ce sens « faible » du terme, en fait impropre, demeure y compris si, dans les critiques et revendications adressées à l'État israélien, on remonte à des faits antérieurs à 1967, concernant une véritable égalité des droits pour les habitants non juifs d'Israël, arabes ou druzes, à commencer par la reconnaissance de la Nakba, expulsion massive des Palestiniens arabes, musulmans ou chrétiens, en 1947, entraînant un droit à la réparation voire au retour dans des conditions à établir : il s'agit là d'une

revendication démocratique, analogue à celle des descendants des Allemands expulsés des Sudètes, ou de Silésie et Poméranie et d'ailleurs en Europe centrale et orientale, à la fin de la seconde guerre mondiale. Une telle revendication démocratique met en cause des caractères structurels de l'État d'Israël, assurément, mais pas obligatoirement son existence et, en ce sens, elle n'est pas « antisioniste ».

Car le vrai sens d' « antisioniste », à la différence des emplois impropres du terme dont il vient d'être question, est la mise en cause de l'existence de cet État, et donc la perspective de sa destruction assumée positivement. Pour un militant se considérant, de manière parfaitement sincère, comme révolutionnaire et hostile à l'antisémitisme, cette position peut se résumer ainsi : l'État israélien est de nature particulière, non parce que juif, mais parce que mis en place de manière coloniale, à contretemps, alors que la décolonisation s'effectuait par ailleurs. Reposant sur la négation des droits nationaux des Palestiniens, voire de leur existence, il s'est constitué de manière spoliatrice et se perpétue en étendant ce processus de spoliation dans les territoires occupés, et en développant une logique de plus en plus militaire, réactionnaire, ethno-nationaliste, qui certes contredit les idéaux affirmés du premier sionisme dans ses composantes majoritaires, mais qui ne pouvait que fatalement se développer ainsi. Ses dirigeants vont jusqu'à miser sur l'antisémitisme et sont alliés avec des courants chrétiens évangéliques nord-américains ultra-réactionnaires et bel et bien antisémites, qui veulent voir les Juifs en Israël. Pour toutes ces raisons cet État doit être détruit, au profit d'une république palestinienne laïque et démocratique dans laquelle les descendants des colons sionistes pourront librement devenir des citoyens réellement libres, puisqu' « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre » (Marx).

L' « antisionisme » tel que je viens de le présenter ici n'est en réalité pas du tout majoritaire, mais cette épure constitue, en quelque sorte, l'alibi de tout antisionisme beaucoup moins « pur » : anticolonialiste, laïque et démocratique. Alibi renforcé du fait qu'un certain nombre de Juifs partagent effectivement ces positions, surtout dans la diaspora, minorité active d'extrême-gauche.

Cette position d'apparence impeccable pêche cependant par quelques points décisifs.

L'argument qui lui est le plus souvent opposé mérite d'être pris en considération, mais c'est le plus faible. C'est celui de la prescription. On pouvait dénoncer par avance le projet sioniste, comme n'ont pas manqué de le faire les révolutionnaires juifs, y compris les révolutionnaires juifs qui entendaient défendre la construction d'une nation juive, mais extra-territoriale, à savoir le Bund, qui a été détruit par Hitler avant tout, et aussi par Staline, laissant ainsi le plein champ aux courants sionistes. Mais maintenant c'est fait : cet État existe et ses habitants, s'ils ont en général une forte mentalité coloniale, ne sont plus avant tout des colons, mais sont bien ses habitants, un peuple proche-oriental, la nation judéo-israélienne -laquelle n'est pas organiquement reliée à une nation occidentale colonisatrice qui pourrait lui servir de « repli » en cas d'expulsion, à la différence des « pieds-noirs » d'Algérie française par exemple.

Cet argument est faible sous l'angle de la prescription, car une injustice qui

perdre n'en gagne pas pour autant sa légitimité. On pourrait dire que s'il fallait supprimer les États issus directement d'une entreprise coloniale, cela concernerait la totalité de ceux des deux Amériques ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Toutefois, et on peut certes le déplorer, génocides et chocs microbiens, tout en laissant une question indigène réelle, ont fait que les colonisés ou ceux s'estimant tels y sont minoritaires (je ne développe pas).

Cet argument est par contre plus fort, sous l'angle des droits des personnes actuelles. En tant qu'individus, les enfants d'un viol n'ont pas à payer pour celui-ci. Pour reprendre une comparaison faite plus haut, les arrières-petits enfants des colons en Israël/Palestine qui fuyaient l'après-Shoah en Europe, n'ont pas plus à payer pour la spoliation des arrières-grands parents des colonisés et des expulsés, que ceux des paysans polonais expulsés par l'armée soviétique et réinstallés à la place de paysans allemands, n'ont à payer pour cette spoliation là, même si, dans les deux cas, la question démocratique de compensations et de reconnaissance, voire de droit au retour, doit être prise en considération.

Mais il y a plus encore : ces individus forment, que cela plaise ou non, un groupe national, cette nation judéo-israélienne si l'on veut l'appeler ainsi (laquelle est loin de ramasser en elle toutes les identités juives, mais c'est là une autre question). La destruction de « leur » État ne peut donc que viser, même si on ne le souhaite pas, leur existence nationale.

A ce stade de notre exposé, une comparaison sera éclairante. Chronologiquement parlant, il a existé un État de construction et de structure coloniale, ultra-coloniale même, qui s'est lui aussi construit « à contretemps » de la décolonisation qui se produisait par ailleurs et envers laquelle il était un énorme môle de résistance. Il s'agit de l'Afrique du Sud. En tant qu'État de l'apartheid, ici théorisé et cristallisé à un niveau supérieur aux mesures analogues qui existent en Israël, l'Afrique du Sud devait être « détruite ». Or elle ne l'a pas été : l'apartheid a été aboli, au moment même de la chute du mur de Berlin, en raison du rapport de force imposé par la population noire, majoritaire, et du soutien dont elle bénéficiait sur le continent africain et au delà. Cette abolition n'a pas réglé les questions sociales et inextricablement « raciales » héritées de l'apartheid, mais elle voit aujourd'hui la lutte des classes se développer dans le cadre sud-africain, et non pas dans la perspective d'une destruction de cet État, à laquelle serait assortie l'expulsion ou l'effacement, d'une façon ou d'une autre, des groupes ethno-nationaux privilégiés, blancs anglophones et afrikaners. Que les antagonismes et discriminations raciales ne soient pas effacés et revivent dans des formes nouvelles n'atténue pas, mais renforce ici l'intérêt de constater que la totalisation des revendications d'égalité entre tous et d'émancipation noire s'est avérée ne pas signifier « destruction de l'Afrique du Sud » ou « les blancs à la mer ».

Pour autant, elle a signifié une transformation profonde de l'État qui, d'ailleurs, est incomplète et inachevée.

La même chose, sous des formes diverses, vaut pour tous les pays africains qui

relèvent de la sphère d'influence directe de l'Afrique du Sud, dont l'un a d'ailleurs (dans ce processus, mais en 1979) changé de nom de Rhodésie en Zimbabwe.

Si nous transposons ces réflexions sur Israël, cela veut dire que la réalisation de toutes les revendications démocratiques signalées ci-dessus n'est pas équivalente à la « destruction de l'État d'Israël », mais à une transformation structurelle fondamentale.

Seulement, cette transformation structurelle fondamentale ne comporte pas la dimension qui est fatalement attachée par les plus larges masses aux mots « destruction de l'État d'Israël », à savoir la destruction du groupe national judéo-israélien qui s'identifie à cet État.

Par contre, elle comporte comme son élément clef la reconnaissance du droit à l'auto-détermination des Palestiniens. Donc la formation d'un État palestinien. Il ne s'agit donc pas de « détruire » Israël, mais de lui imposer la transformation structurelle fondamentale que serait cette reconnaissance et ce voisinage réels à égalité. C'est là une exigence réellement « transitoire », au sens d'une revendication qui porte plus loin que ce qu'elle dit en première approche. Car la proximité des deux États laïques et démocratiques peut bel et bien conduire à leur fédération, leur confédération, voire leur fusion, modèle pour toute la région ...

La « destruction de l'État d'Israël » soude bien entendu les citoyens judéo-israéliens dans une logique de bunker colonial, mais il y a plus grave encore. J'en arrive aux deux points décisifs qui doivent conduire à condamner comme politiquement réactionnaire la position « antisioniste » résumée dans la formule de « destruction de l'État d'Israël » (dont la « Palestine unique, laïque et démocratique » s'avère n'être que la couverture, le costume chamarré et avenant).

Premièrement, s'il est tout à fait exact que l'État d'Israël est de nature coloniale et donc raciste, tendanciellement ethno-nationaliste et ségrégationniste, il a toutefois une spécificité absolue, qui le distingue radicalement de l'Afrique du Sud d'avant 1990 ou de toute autre construction coloniale, c'est d'être un État de réfugiés, ayant son origine dans un phénomène de refuge de groupes persécutés.

Cela ne confère aucune légitimité à la spoliation et à la répression des Palestiniens. Mais c'est une donnée incontournable. Elle a culminé dans l'arrivée des réfugiés fuyant la Shoah, plus exactement l'Europe centrale et orientale rendue inhabitable pour ces survivants qu'ils étaient, mais, contrairement à ce que l'on pense la plupart du temps, cette donnée était présente avant et l'a été après et depuis. La Shoah est bien entendu le point central qui la rend encore plus incontournable, mais elle ne s'y réduit pas.

Avant la Shoah le terme de « foyer national » signifie refuge et le sionisme, en tant que mouvement national, est une réaction à l'antisémitisme (il ne déroge pas à la règle qui veut que la plupart des phénomènes de construction nationale sont liés à des réactions contre une oppression : c'est ensuite le cas de la nation palestinienne, constituée en réaction à l'oppression israélienne).

Après la Shoah et la proclamation d'Israël, pratiquement tous les pays arabes sauf

le Maroc et la Tunisie ont pratiqué une épuration ethnique ouverte ou masquée qui voit les séfarades se réfugier en Israël. C'est aussi le cas des Falachas d'Éthiopie, des Juifs d'URSS puis de Russie dont la migration, surtout après 1991, prend un tour économique qui ne doit pas pour autant effacer sa dimension de « refuge » dans la perception qu'en ont ses acteurs. Cette construction par migrations successives pose d'ailleurs des problèmes d' « intégration » voire de racisme à l'intérieur du groupe judéo-israélien, dont la cohésion exige d'autant plus la mentalité de bunker colonial.

La persistance de l'antisémitisme est un phénomène mondial non directement lié à l'existence d'Israël, mais cette existence rend pérenne le caractère de refuge du territoire de cet État. Que cela plaise ou non cette donnée doit être prise en compte.

Par rapport à la transformation démocratique structurelle et fondamentale dont j'ai parlé, elle a pour conséquence que même une Palestine/Israël laïque et démocratique, si elle voyait le jour ... un jour, non pas par le biais de la « destruction de l'État d'Israël » mais par celui de la transition par deux États, comporterait encore cette spécificité de refuge pour les Juifs, sauf à considérer, ce qui, après tout, n'est ni plus ni moins utopique qu'une Palestine/Israël laïque et démocratique, que l'antisémitisme ait pris fin mondialement, dans le cadre de transformations révolutionnaires oh combien nécessaires ...

Deuxièmement, le thème de la « destruction de l'État d'Israël » est aussi celui de beaucoup d'antisémites et, dans le secteur proche-oriental, il est agité par l'Iran, le Hezbollah, le Hamas (ce qui n'empêche pas ce dernier d'avoir eu plus d'une alliance objective avec Israël), il est théoriquement un objectif de Bachar el Assad (qui a massacré bien plus de Palestiniens qu'Israël), il figure donc aux premières loges d'un programme soit-disant « anti-impérialiste » et en fait ultra-réactionnaire de remodelage de la région. Une telle « destruction » pourrait d'autant mieux s'assortir de l'épuration ethnique, de l'expulsion ou du massacre du groupe national judéo-israélien qu'elle irait de pair avec des massacres analogues à ceux qui se produisent en Syrie ou qui, en Irak, Turquie, Iran, ont visé les Kurdes (de plus, un double génocide s'est déjà produit au XX^e siècle au proche-orient et n'est reconnu par aucun des régimes qui disent « combattre Israël », à savoir celui commis envers les Arméniens et les Assyriens ou Chaldéens pendant la première guerre impérialiste mondiale).

Ainsi, l'éventuelle expulsion des judéo-israéliens, dans l'éventualité historique la plus probable de sa mise en œuvre, ne s'annonce pas comme une sorte de dérapage dommageable mais qu'on pourrait passer par pertes et profits, dans le cadre d'une victoire anti-impérialiste, à l'instar de ce qu'aurait été l'exode des « pieds-noirs » en 1962, mais bien comme l'acmé d'une régression généralisée. En tenir pour une « Palestine laïque et démocratique » tout en dissimulant sous son mouchoir cette triste éventualité dans la rubrique des faux-frais inévitables, puisqu'on ne ferait pas d'omelette sans casser des œufs, est donc en fait une position irresponsable, car réactionnaire. Ajoutons que l'expulsion-exode des pieds-noirs (ainsi que des harkis et des Juifs d'Algérie, ces dernier vers Israël), n'a pas été le résultat nécessaire de la

victoire démocratique de la nation algérienne contre l'impérialisme français, mais la conséquence malheureuse de son retardement et des politiques des uns et des autres, et que ses effets réactionnaires sont lourds (inutile de rappeler ce que lui doit l'entreprise politique du clan familial Le Pen).

Bien plus terribles encore seraient les effets réactionnaires, à l'échelle mondiale, d'une « destruction de l'État d'Israël » sous la seule modalité réaliste de son effectuation qui serait celle des expulsions et du massacre ! Les révolutionnaires sérieux ont pu jouer les Cassandre à propos du projet sioniste, en son temps. Ils sont obligés aujourd'hui de jouer les dénonciateurs du projet antisioniste, en notre temps. Ce qui ne conduit en rien à se rallier au sionisme contemporain ou à couvrir la répression antipalestinienne, bien au contraire.

Voilà ce qui me semble être les deux arguments centraux qui invalident, d'un point de vue prolétarien, démocratique, révolutionnaire, l'« antisionisme ». Ils ne font pas des « antisionistes » dont j'ai discuté ici la position, des antisémites, mais ils doivent les conduire à comprendre pourquoi il peuvent parfois être pris pour tels, et pourquoi il y a des prises et des risques graves de confusions et d'amalgames sur la base de leurs positions.

Deux considérations sont encore nécessaires.

Quiconque observe un peu, et le monde en général, et les sphères militantes, vieilles ou jeunes, traditionnelles de nos vieux pays, ne peut à la longue qu'être frappé par la dimension compulsive, obsessionnelle, irrationnelle, que prend la question israélo-palestinienne. Si elle était saisie rationnellement comme la question d'oppression nationale qu'elle est, elle ferait l'objet de campagnes de défense, de solidarité, en relation avec d'autres questions analogues comme, par exemple, les Kurdes. Mais ce n'est pas du tout le cas : elle est saisie comme une question identitaire, pour laquelle on doit s'enflammer. Et je ne parle pas que des « jeunes de banlieue » qui, en réalité, sont loin d'être les premiers à en parler spontanément. Combien de milliers de militants de gauche en Europe n'ont pour leurs sentiments et leurs actions de solidarité internationale que des notions géographiques fort vagues, ignorant le génocide commis contre les Tutsis au Rwanda, ne comprenant rien à la Syrie, identifiant l'ennemi à quelques pays, dont les États-Unis et Israël, justement, ne se demandant pas pourquoi il faut toujours manifester préférentiellement, sinon exclusivement (et sans résultats apparents !), pour des territoires de petite taille, alors même que la dictature syrienne ou la monarchie jordanienne ont été les plus grands massacreurs de Palestiniens des huit dernières décennies ?

Ils n'y comprennent rien mais ils savent une chose, c'est que dans un endroit qui s'appelle « Gaza » les enfants souffrent (ce qui est vrai), et que là au moins on comprend qui est gentil et qui est méchant. Comment expliquer cet étrange phénomène psychopolitique de masse ? Il me semble évident que des décennies d'héritage stalinien, combiné à des siècles d'héritage chrétien n'y sont pas étrangers.

Sont-ils pour autant, nos braves militants, antisémites ? Si l'antisémitisme est

explicite ils seront contre. Mais leur comportement semi-conscient relève pour partie des fantasmes et des représentations qui constituent l'antisémitisme. Et ceci non pas par « bêtise » mais parce que les conditions de la production et de l'échange dans le capitalisme nourrissent ce type de représentations fétichistes – je ne développe pas ici.

Combien de militants se définissent, avec quelque fierté si ce n'est quelque orgueil, comme « anticapitalistes, anti-impérialistes, anticolonialistes, antiracistes » ... et « antisionistes » ? Pourquoi « antisionistes » en plus du reste ? Et pas, je ne sais pas, « antifranquiste » à l'encontre de la monarchie espagnole, anti-nucléaires, ou je ne sais quoi ? Pourquoi, quand des millions de ouïghours sont dans des camps de concentration, quand les Rohingyas sont massacrés, quand ... etc., cette fixation sur une et une seule question nationale, territorialement et démographiquement parlant pas la plus importante ni la plus terrible loin s'en faut, érigée en abcès de fixation universel, en symbole du Mal radical, en incarnation des malheurs du monde au point de s'y substituer ? N'est-ce pas étrange ? Pourquoi cette compulsion à s'affirmer, dans les rues de Paris, Londres ou Berlin et les amphis de Columbia ou de Boston, comme « antisioniste », sans que cela n'apporte strictement rien, d'ailleurs, aux aspirations légitimes de l'enfant de Gaza ?

Pour enfoncer le clou, qui n'a plus guère besoin de l'être me semble-t-il, mais il faut le dire parce que c'est vrai : sais-t-on quand et où apparaît massivement le terme « antisioniste » (en dehors de quelques emplois très circonstanciels de la part notamment du Bund dans les luttes politiques internes au monde juif, mais aussi de la part de religieux juifs antisionistes) ? Regardez le film de Kosta Gavras, *L'aveu*, vous aurez la réponse : les tortionnaires staliniens disent à leur victime qu'on le fera « sioniste » pour ne pas dire « juif ». Le terme apparaît, à côté de celui de « anticosmopolite », dans le procès Slansky (Prague, 1952), puis dans la traque des « assassins en blouse blanche » (Moscou, 1953). Sa rhétorique se substitue, et en fait elle empêche, la poursuite d'un discours rationnel contre la mise en place de l'État d'Israël, puis contre ses modalités et contre sa politique, relevant lui, du registre démocratique et anticolonial.

On remarquera d'ailleurs que « antisioniste » peut aussi s'entendre, et est ainsi compris par certains, comme « ennemi de Sion », « Sion » étant le lieu satanique évoqué dans le fameux faux, modèle des théories du complot, que sont les *Protocoles des sages de Sion*.

L'emploi d'antisioniste est d'abord antisémite et stalinien et c'est ensuite que le mot est repris, avec ce qu'il charrie sans qu'on s'en rende compte, pour signifier la défense de la cause palestinienne.

Les Palestiniens, eux, dans leur masse, combattent l'oppression nationale dont ils sont victimes. La rhétorique antisémite n'est pas la leur, même si tel ou tel dirigeant bourgeois ou islamiste l'utilise tout en étant prêt à brader leur cause. Ils n'en ont pas besoin. Ils n'ont pas besoin non plus de s'identifier comme des « antisionistes » : ils ont une identité, positive et nationale, palestinienne.